

Le développement durable

Pour Comprendre

Collection dirigée par Jean-Paul Chagnollaud

L'objectif de cette collection *Pour Comprendre* est de présenter en un nombre restreint de pages (176 à 192 pages) une question contemporaine qui relève des différents domaines de la vie sociale.

L'idée étant de donner une synthèse du sujet tout en offrant au lecteur les moyens d'aller plus loin, notamment par une bibliographie sélectionnée.

Cette collection est dirigée par un comité éditorial composé de professeurs d'université de différentes disciplines. Ils ont pour tâche de choisir les thèmes qui feront l'objet de ces publications et de solliciter les spécialistes susceptibles, dans un langage simple et clair, de faire des synthèses.

Le comité éditorial est composé de : Maguy Albet, Jean-Paul Chagnollaud, Dominique Château, Jacques Fontanel, Gérard Marcou, Pierre Muller, Bruno Péquiot, Denis Rolland.

Dernières parutions

Olivier ABITEBOUL, *Comprendre les textes philosophiques. Concepts en contexte*, 2008.

André COLLET, *France – Amérique ; Deux siècles d'histoire partagée ; XVII^e - XVIII^e siècle*, 2007.

Lorraine et Sébastien TOURNYOL du CLOS, *La délinquance des jeunes*, 2007.

Claude MEYER, *Une histoire des représentations mentales*, 2007.

Claire COURATIER, Christian MIQUEL, *Les études qualitatives : théorie, applications, méthodologie, pratique*, 2007.

Christian MIQUEL, *La pensée du rien*, 2006.

Martine QUINIO BENAMO, *Probabilités et statistique aujourd'hui*, 2005.

François-Nicolas AGEL, *Le monde des marchés*, 2005.

Madjid BENCHIKH, *Algérie : un système politique militarisé*, 2003.

Jacques FONTANEL et Ivan SAMSON, *Les liaisons dangereuses entre l'Etat et l'économie russes*, 2003.

Edmond CROS, *La sociocritique*, 2003.

JEAN-CLAUDE VAN DUYSSEN ET STEPHANIE JUMEL

Le développement durable

L'HARMATTAN

© L'HARMATTAN, 2008
5-7, rue de l'École-Polytechnique ; 75005 Paris
<http://www.librairieharmattan.com>
harmattan1@wanadoo.fr
diffusion.harmattan@wanadoo.fr
ISBN : 978-2-296-05248-2
EAN : 9782296052482

Sommaire

Introduction	11
Chapitre I : Le développement durable en quelques mots	15
Plusieurs types de développement	15
Développement durable : mode d'emploi	17
Chapitre II : Développement économique et développement humain	19
Les courants de pensée à la base du discours de H. Truman	20
<i>L'expertise technique et scientifique pour lutter contre le communisme</i>	20
<i>L'expertise technique et scientifique au service du leadership</i>	22
Un discours bien construit pour une nouvelle conception du monde	24
Le rôle du hasard	27
L'après-discours	29
<i>Des débuts difficiles</i>	29
<i>Evaluation du niveau de développement</i>	30
<i>Des principes non respectés</i>	31
<i>Des résultats décevants</i>	35
L'aide au développement actuelle	37
Chapitre III : La conscience environnementale	41
"Environnement" : une longue histoire et des sens multiples	41
Les premières atteintes à l'environnement	44
<i>La pollution</i>	44
<i>La surexploitation</i>	45
L'intensification des dommages	46
La prise de conscience	50
<i>Le Printemps silencieux</i>	51
<i>Le naufrage du Torrey-Canyon</i>	55
<i>Minamata</i>	57
<i>Les essais nucléaires français</i>	60
Les premiers mouvements écologistes – histoire de Greenpeace	61
<i>Greenpeace et les essais nucléaires américains</i>	62
<i>Greenpeace et les baleines</i>	63

Chapitre IV : L'humanité en péril	65
L'appauvrissement de la couche d'ozone : les trous	65
<i>La mise en évidence du phénomène</i>	66
<i>La législation internationale</i>	67
Le changement climatique	69
<i>La mise en évidence du phénomène</i>	70
<i>La législation internationale</i>	74
<i>L'après-Kyoto</i>	77
<i>Quel bilan ?</i>	80
Chapitre V : La durabilité	83
Les premiers modèles de durabilité	84
<i>Malthus</i>	84
<i>Le Club de Rome</i>	86
L'éco-développement – la conférence de Stockholm	95
Le développement durable	101
<i>De l'éco-développement au développement durable</i>	101
<i>Le rapport Brundtland</i>	102
<i>La conférence de Rio de Janeiro sur l'environnement et le développement</i>	105
<i>La conférence de Johannesburg sur le développement durable</i>	108
Les indicateurs de développement durable	110
Quel bilan ?	112
Chapitre VI : Le rôle des entreprises, des collectivités et des autres	115
Les entreprises	115
<i>Des arguments pour ne pas s'engager dans une politique de développement durable</i>	116
<i>Des arguments pour s'engager dans une politique de développement durable</i>	119
<i>Comment s'engager dans une politique de développement durable ?</i>	121
<i>Sincérité ou cynisme ?</i>	124
<i>Quel bilan ?</i>	126
Les collectivités locales	127
<i>Les problèmes des villes</i>	129
<i>Comment faire un agenda 21 local ?</i>	130
<i>Quel bilan ?</i>	131
Les autres acteurs de la société	132

Chapitre VII : Mondialisation de l'économie et développement durable	137
La mondialisation	137
<i>Pourquoi la mondialisation ?</i>	137
<i>Une brève histoire de la mondialisation</i>	141
<i>Une vision positive de la mondialisation</i>	145
<i>Une vision négative de la mondialisation</i>	146
Des organes de régulation de la mondialisation	149
<i>Le PNUE – les accords sur l'environnement</i>	150
<i>L'OMC – les accords sur le commerce</i>	152
<i>L'OIT – les accords sociaux</i>	157
Les antagonismes entre le PNUE, l'OMC et l'OIT	159
<i>Les contradictions entre les règles de l'OMC et les accords sur l'environnement</i>	159
<i>Les contradictions entre les règles de l'OMC et les accords sur le travail</i>	161
La mondialisation : un outil pour le développement durable ?	163
Conclusion	165
Références bibliographiques	167

Introduction

Engager l'humanité sur la voie du développement durable est considéré par beaucoup comme étant l'objectif majeur de ce début de 21^{ème} siècle. Pour l'atteindre, des organisations internationales, des nations, des régions, des villes, des entreprises, etc. se sont déjà mobilisées et ont engagé les actions nécessaires à leur niveau. Une partie des médias s'est jointe à l'effort et fait régulièrement référence à ces actions et aux problèmes qu'elles cherchent à résoudre.

La notion de développement durable reste cependant très mal comprise par le grand public. En France par exemple, seuls 11 % de la population estiment avoir bien compris cette notion [1], et très peu de personnes connaissent les actions engagées sur le plan national ou international pour la promouvoir : la Stratégie nationale de développement durable, l'Agenda 21, l'Engagement social des entreprises, Le Programme du millénaire des Nations unies, etc.

Ce manque de compréhension est essentiellement à imputer aux milieux politiques, académiques et économiques qui n'ont pas réussi à structurer leurs actions et/ou à dialoguer avec le grand public sur ce thème. Les exemples sont nombreux :

- au niveau international, l'Organisation des Nations unies (ONU) n'est pas parvenue à mettre en place une politique cohérente de développement durable à l'échelle de la planète. Elle a dilué les responsabilités et les financements dans plusieurs organismes qui travaillent presque sans coordination. Sa démarche est volontariste mais quasiment impossible à cerner et à comprendre ; celle de la Commission européenne n'est guère plus lisible.
- la plupart des gouvernements ne respectent pas leurs engagements nationaux ou internationaux dans le domaine du développement durable, essentiellement pour des raisons de coûts, de compétitivité industrielle ou d'acceptabilité par les populations. Ils sont donc peu enclins à expliquer leurs politiques et résultats sur ce thème.
- par excès de simplification, des mouvements écologistes ou des partis politiques limitent le développement durable à la protection de l'environnement. C'est un contresens majeur qui génère beaucoup de confusion.
- les industriels et les organisations non gouvernementales (ONG) qui tentent de promouvoir la notion de développement durable se font peu confiance et critiquent mutuellement leurs efforts, ce qui n'aide pas le grand public à comprendre.

- les milieux universitaires ont tendance à compliquer cette notion pour en démontrer les limites ou tenter de l'enrichir.
- etc.

Le manque de compréhension du grand public et la faible implication qui en résulte, affaiblissent les actions engagées, freinent le lancement de nouvelles initiatives et expliquent de nombreux échecs. Un exemple significatif est celui de l'aide aux pays pauvres, pour laquelle la plupart des pays riches ne respectent pas leurs promesses. Mais comment le pourraient-ils ? la quasi-totalité de leurs habitants ne connaît pas ces promesses, ne sait pas de quoi le pays devrait se priver pour les respecter (un sous-marin ? une autoroute ? un service public ?), connaît mal les besoins, n'est pas informée sur l'utilisation de l'aide déjà apportée, etc. Les gouvernements ne peuvent réussir à fournir une aide conséquente sans l'adhésion des populations, ils doivent donc s'expliquer avec elles sur tous ces points au travers des canaux appropriés : ONG, syndicats, presse, systèmes éducatifs, etc. C'est la seule façon pour que l'ensemble des pays riches fasse les choix nécessaires à l'éradication de la misère sur la planète.

De leur côté, les citoyens ne doivent pas seulement attendre une information de la part des milieux politiques, académiques ou économiques, ils doivent aussi s'impliquer par eux-mêmes, ce qui requiert un minimum de connaissance. Il faut avoir à l'esprit des faits et des courants de pensée qui servent de repères pour déchiffrer l'actualité, se forger une opinion et finalement s'intéresser. De nombreuses personnes soutiennent la construction européenne par adhésion aux écrits de Robert Schuman ou par opposition aux guerres franco-allemandes, aux dictatures espagnole ou portugaise, au passé tumultueux des peuples des Balkans, etc. Il en est de même pour la mise en œuvre d'un développement durable : la vision politique de Harry Truman, les analyses économiques sans concession de Thomas Malthus ou de Milton Friedman, les angoisses d'Aurelio Peccei, les approches innovantes du Club de Rome, l'engagement passionné de Rachel Carson, etc., sont des repères qu'il faut connaître pour comprendre et s'impliquer sur ce thème. De tels repères constituent un socle culturel qui aide à relativiser l'importance des idées, à enrichir sa propre réflexion par celles d'esprits brillants, à situer son action dans une démarche globale et à trouver de la motivation en partageant des valeurs avec d'autres.

Cet ouvrage a pour objet de fournir au lecteur les repères qui l'aideront à comprendre la notion de développement durable, à s'y intéresser et à s'impliquer dans sa mise en œuvre. La démarche proposée est simple quant à la forme mais très ambitieuse concernant l'objectif.

Une première partie expose les errements, hasards et avancées qui ont fait émerger la notion de développement durable en réponse à des préoccupations économiques, environnementales et sociales : le chapitre I présente en termes simples les principes de ce développement, il permet d'aborder la suite de l'ouvrage en terrain connu, et notamment de comprendre l'importance relative des différents courants de pensée et événements qui ont conduit à élaborer ces principes. Le chapitre II expose l'origine de la notion de développement économique, la façon dont elle a été appliquée et les résultats auxquels elle a conduit. Le chapitre III montre comment la protection de l'environnement est devenue une préoccupation majeure pour l'humanité. Les problèmes environnementaux qui menacent aujourd'hui l'avenir de celle-ci, ainsi que les efforts de la communauté internationale pour les régler, sont exposés dans le chapitre IV. Enfin, la genèse de la notion de développement durable, à partir de la volonté de concilier le développement économique, la protection de l'environnement et le progrès social, est expliquée dans le chapitre V.

La seconde partie de l'ouvrage est consacrée à la mise en œuvre du développement durable : le chapitre VI explique la façon dont les entreprises et les collectivités locales peuvent s'impliquer ; il expose aussi les arguments qui soutiennent ou contestent cette implication. Le chapitre VII place le développement durable dans le contexte de la mondialisation de l'économie. Il analyse les principes, avantages et inconvénients de celle-ci ; il décrit aussi les principaux organismes qui la régulent et explique comment les faire évoluer pour aider l'humanité à s'engager sur la voie du développement durable.

Pour gagner en précision et vitalité, l'ouvrage s'appuie abondamment sur des extraits de documents officiels, d'articles et de discours. La plupart des citations sont peu connues du grand public, certaines font pourtant partie du patrimoine de l'humanité, comme par exemple le discours d'Indira Gandhi à la session d'ouverture de la conférence de Stockholm.

I

Le développement durable en quelques mots

Le développement durable est en général présenté à l'aide de définitions qui cherchent à en couvrir tous les aspects. La plupart d'entre elles sont donc un peu abstraites et ne sont souvent parfaitement compréhensibles que par ceux qui ont déjà bien compris les enjeux et les principes de ce développement. Dans le chapitre V, nous donnons une définition de ce type très largement utilisée, et qui constitue un repère historique important.

Dans ce premier chapitre, nous avons choisi de présenter le développement durable en indiquant ses principes et en expliquant comment y contribuer. Cette présentation "peu savante" ne permet pas de comprendre toute la richesse de la notion et la complexité de sa mise en œuvre, mais elle devrait aider le lecteur à en cerner les contours. Elle permet d'aborder la suite de l'ouvrage en terrain connu, et notamment de comprendre l'importance relative des différents courants de pensée et événements qui ont conduit à l'émergence de cette notion.

Plusieurs types de développement

C'est peu après la fin de la seconde guerre mondiale que le terme "développement" a été utilisé en langage courant pour exprimer les progrès réalisés par un pays (voir chapitre II). Depuis, le développement a très souvent été évalué en termes économiques, notamment par l'accroissement de la production ou de la consommation. Pour être précis, il faut dans ce cas utiliser l'expression développement économique ou croissance économique. Par contraste, l'expression développement humain a été proposée au début des années 1990 pour exprimer un développement économique accompagné de progrès social.

A peu près à la même époque, l'expression développement durable a été popularisée pour décrire un développement économique accompagné de progrès social, et associé à la protection de l'environnement. L'adjectif durable signifie que ce type de développement vise à améliorer la condition humaine de façon continue sur le long terme. Le développement économique, le progrès social et la protection de l'environnement sont en effet indissociables ; négliger l'un de ces thèmes conduirait tôt ou tard à

l'échec sur les deux autres, et finirait donc par interdire toute avancée positive pour l'humanité. Pour s'en convaincre, il faut comprendre les points suivants :

- Il ne peut y avoir de programmes sociaux ambitieux (réduction de la pauvreté, éducation, etc.) sans développement économique pour les financer. C'est aussi ce développement qui conduit à la mise au point de nouvelles technologies permettant de réduire les impacts de l'homme sur l'environnement (matériaux biodégradables, etc.) ou d'améliorer le bien-être de l'humanité (vaccins, etc.). Par ailleurs, sans croissance économique, il est impossible d'espérer nourrir les 3 milliards d'habitants supplémentaires qu'accueillera la planète d'ici 2050.
- Il ne peut y avoir de développement économique sur le long terme sans protection de l'environnement. L'épuisement des ressources naturelles (pétrole, bois, etc.), la désertification, ainsi que la pollution des terres, des océans et de l'air sont en effet des freins majeurs à ce développement. La dégradation environnementale commence par exemple à altérer la croissance économique de la Chine¹ [2, 3] ; de même, une étude récente a montré (voir chapitre IV) que les conséquences du changement climatique lié aux émissions de gaz à effet de serre pourraient coûter près de 2 400 milliards de dollars par an à l'économie mondiale [4].
- Il ne peut y avoir de réduction des inégalités sans protection de l'environnement. La pollution et le changement climatique (désertification, montée des océans, etc.) par exemple, aggravent considérablement la situation des personnes les plus démunies. L'Organisation mondiale de la santé estime notamment que la pollution de l'eau fait mourir chaque année près de 1,6 million d'enfants de moins de 5 ans dans les pays pauvres [5]. De même, on estime que dans ces pays le changement climatique conduira près de 200 millions de personnes à migrer d'ici 2050.
- il ne peut y avoir de protection de l'environnement sans réduction de la pauvreté. Pour survivre, les populations les plus pauvres sont en effet amenées à saccager les forêts, polluer les rivières, chasser des espèces animales protégées, etc.

En visant simultanément le développement économique, le progrès social et la protection de l'environnement, le développement durable éviterait à l'humanité de négliger l'un de ces trois thèmes, donc de compromettre son avenir. Il la pousse à mettre en place un développement économique qui

1 Selon des experts chinois, la pollution atmosphérique coûterait annuellement 2 à 3 % de son PIB à la Chine. Les pluies acides qui résultent de cette pollution (voir chapitre III) engendreraient à elles seules des pertes supérieures à 13 milliards de dollars par an [3].

repose sur l'équité sociale et qui soit économe en énergie, ressources, déchets, etc.

Développement durable : mode d'emploi

Comment contribuer au développement durable ? La réponse est simple : les chefs d'Etat, les chefs d'entreprise, les maires, les responsables d'association, les citoyens, bref nous tous, devons optimiser nos décisions afin de favoriser à la fois l'efficacité économique, la protection de l'environnement et le progrès social. Optimiser signifie qu'il faut savoir modérer les progrès sur l'un de ces thèmes, pour accroître ceux des deux autres ; ce mode d'emploi est schématisé sur la Figure 1. La durabilité y apparaît à l'intersection de trois cercles symbolisant les domaines d'action économique, sociale et environnementale. Elle requiert de travailler simultanément dans ces trois domaines ; négliger l'un d'eux conduirait à une situation vivable, équitable ou viable, mais pas durable. Certains considèrent que les trois domaines n'ont pas la même importance et qu'il faut donner un avantage à l'environnement dans l'optimisation des décisions. Selon eux, le futur de l'humanité est limité par la capacité de la planète à fournir des ressources et à absorber des déchets sans se dégrader ; ils estiment donc que l'optimisation doit toujours viser à maintenir cette capacité. On parle dans ce cas d'un développement avec une "durabilité forte". D'autres pensent au contraire que les trois domaines sont parfaitement équivalents et qu'il ne faut pas biaiser l'optimisation. Ils estiment que la mise au point de nouvelles technologies permettra de réduire la production de déchets et de pallier le manque de certaines ressources. On parle alors d'un développement avec une "durabilité faible". Nous ne garderons pas cette distinction dans la suite de l'ouvrage.

La mobilisation de tous les niveaux de la société est bien résumée par l'expression "penser globalement et agir localement". Au niveau individuel, un Européen peut par exemple optimiser ses achats : en se procurant régulièrement (selon son budget) des produits dits "équitables", plus chers que les autres mais pour lesquels il est certain que le producteur n'a pas été exploité ; en acquérant préférentiellement des fruits de saison, pour réduire l'impact environnemental lié au transport de grandes quantités de fruits à partir de pays lointains ; mais en sachant aussi choisir régulièrement des fruits exotiques pour soutenir les producteurs de pays en développement ; etc. Tout individu peut aussi optimiser le nombre de ses déplacements, le choix de ses moyens de transport, le chauffage et le niveau d'isolation thermique de sa maison, etc.

Au niveau collectif, une ville peut en permanence chercher à optimiser sa gestion afin de pouvoir améliorer son action dans les domaines environnementaux et sociaux sans avoir à augmenter les impôts. Elle peut aussi tenter de modifier la circulation automobile (sens interdits, parkings, transports en commun, etc.) de façon à minimiser le trafic (donc les émissions de gaz d'échappement, le bruit, etc.), sans pourtant pénaliser les commerces ou les entreprises, etc. De même, une entreprise peut accepter de réduire ses profits pour mener des actions sociales qui motivent son personnel, pour lancer des actions de protection de l'environnement qui améliorent son image auprès des consommateurs et les fidélisent, etc.

Au niveau collectif, l'optimisation des décisions est en général difficile car elle soulève une opposition de la part des acteurs dont les projets sont ralentis pour en favoriser d'autres ; elle nécessite une compréhension unanime des enjeux. La suite de l'ouvrage s'attache à fournir les éléments nécessaires à cette compréhension.

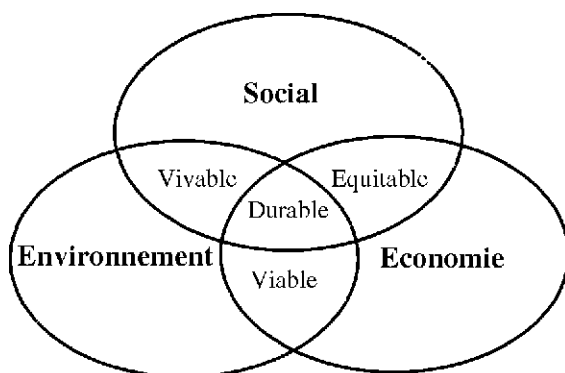


Figure 1 : schéma expliquant que le développement durable passe par l'optimisation des décisions dans les domaines économique, social et environnemental.

II

Développement économique et développement humain

C'est peu après la seconde guerre mondiale que le terme "développement" a été introduit en langage courant pour exprimer les progrès réalisés par un pays. Son emploi a été popularisé par le président américain Harry S. Truman lors de son discours d'investiture de deuxième mandat, le 20 janvier 1949. Jusqu'alors, on considérait par exemple que les plantes ou les enfants se développaient, c'est-à-dire évoluaient vers un état de maturité, mais on ne pensait pas que les pays le pouvaient aussi.

Dans son discours, H. Truman indiquait que le développement d'un pays passait par la croissance économique (plus de production et/ou plus de consommation), et invitait les pays pauvres à s'engager sur la voie de cette croissance. Dès lors, pour se développer, beaucoup d'entre eux ont imité les pays riches en cherchant à conquérir des marchés et à produire plus pour moins cher, quelles qu'en soient les conséquences sociales et environnementales. La quasi-totalité de la planète est ainsi entrée en compétition économique, pour le bonheur des uns et le malheur des autres, et au détriment de l'environnement. Les règles internationales mises en place pour encourager et gérer la compétition ont progressivement conduit au libre-échange et à la mondialisation de l'économie. Un ouvrier européen ou américain doit aujourd'hui être compétitif face à un homologue indien ou chinois, lui-même étant sous la pression d'un flot continu de paysans qui quittent les campagnes de leur pays à la recherche d'un emploi à n'importe quelles conditions. Enfin, parallèlement à la mondialisation de l'économie, la volonté de concilier la croissance économique, le progrès social et la protection de l'environnement a conduit à l'émergence de la notion de développement durable.

Le discours de H. Truman a initié un processus qui a en partie façonné le monde dans lequel nous vivons, près de 60 ans plus tard. On peut imaginer que son contenu résulte d'une prodigieuse vision de l'avenir, il n'en est rien. La notion de développement avancée par H. Truman est le fruit de courants de pensée dominants, du talent de l'équipe en charge de préparer le discours et du hasard !

Le présent chapitre explicite ces trois points et montre comment la notion de développement s'est imposée. Il indique aussi comment le niveau de

développement d'un pays est évalué, et dresse enfin un bilan des conséquences du discours de H. Truman.

Les courants de pensée à la base du discours de H. Truman

Le président Truman a abordé la notion de développement dans le 4^{ème} point de son discours d'investiture. Dans les trois premiers, il expliquait que les Etats-Unis continueraient de soutenir la nouvelle Organisation des Nations unies, qu'ils poursuivraient leur aide pour la reconstruction européenne et, enfin, qu'ils participeraient à la création d'une organisation de défense de l'Atlantique Nord (l'OTAN) pour faire face à la menace soviétique. Ce qui est maintenant appelé le Point IV avait pour objet de présenter un programme d'assistance technique et scientifique aux pays pauvres afin de les aider à se développer, et notamment à produire et à consommer plus. Ce programme s'inscrivait dans deux courants de pensée dominants dans les milieux politiques américains de l'après-guerre : l'un recommandait d'enrayer la montée du communisme partout où cela était possible ; l'autre de réorganiser le monde de façon à ce que les Etats-Unis aient un rôle de leader en temps de paix. Engager les pays pauvres dans un processus de développement répondait à ces deux objectifs. Le développement devait en effet générer une prospérité susceptible de repousser le communisme, et conduire à de nouveaux rapports entre les nations (fin du colonialisme, échanges commerciaux, etc.). De plus, il reposait sur l'expertise technique et scientifique qui était l'un des atouts majeurs des Etats-Unis à l'époque.

L'expertise technique et scientifique pour lutter contre le communisme

Les Etats-Unis ont commencé à considérer l'expertise technique et scientifique comme un outil de politique internationale à partir de 1938. Face à l'imminence de la guerre en Europe, le président Franklin D. Roosevelt cherchait à resserrer les liens entre les Etats-Unis et les pays d'Amérique latine, afin que ceux-ci s'alignent sur sa politique en cas de conflit. La coopération technique et scientifique paraissait être un moyen efficace, peu onéreux, peu polémique et susceptible de créer des liens culturels pérennes. De 1938 à 1945, le Département d'Etat^{2,3} a donc été chargé d'engager des

2 Ministère chargé de conduire la politique extérieure des Etats-Unis, il est dirigé par le secrétaire d'Etat.

3 Un Comité a été créé au sein du Département d'Etat pour gérer les programmes d'assistance à l'Amérique latine. Ce comité s'appellera plus tard l'*Interdepart-*

projets de coopération avec ces pays dans des domaines aussi divers que les statistiques, les maladies tropicales, les forêts, la pêche, les routes, la météorologie, etc. [6]. Quand les Etats-Unis sont entrés en guerre en 1941, la plupart des pays d'Amérique latine se sont rangés à leur côté. Il est peu probable que la coopération technique et scientifique soit seule à l'origine de ce ralliement, néanmoins le Département d'Etat a considéré qu'elle avait été utile et pouvait servir de nouveau ; ce fut le cas à la fin du conflit.

Les Etats-Unis ont commencé à s'opposer à l'expansion du communisme à partir de 1945. L'Union soviétique était alors la deuxième puissance militaire de la planète, et était déjà perçue comme l'ennemi de demain. De même en Chine, l'imminence d'une nouvelle guerre civile entre communistes et nationalistes posait problème pour la stabilité de l'Asie. L'un des moyens retenus par le gouvernement américain dans sa lutte contre le communisme consistait à aider les pays impliqués dans la seconde guerre mondiale à redresser leur économie. L'objectif était d'éviter que ces pays ne sombre dans la misère ou le chaos, considérés comme étant les terrains du communisme. Par ailleurs, leur redressement économique devait aussi permettre une reprise du commerce international, ce qui ne pouvait être que profitable aux Etats-Unis.

Des programmes d'assistance financière et matérielle ont donc été engagés dès 1946 pour aider les Philippines à devenir indépendantes, rebâtir l'économie du Japon, ou soutenir la Grèce et la Turquie. Mais le plus gros effort a été engagé en 1947 avec le lancement du Plan Marshall destiné à l'Europe. Entre 1948 et 1951, les Etats-Unis ont consacré plus de treize milliards de dollars de l'époque au redressement de l'Europe, soit chaque année environ 8 % de budget de l'Etat ou 2 % du Produit intérieur brut⁴ américain (ce qui représenterait aujourd'hui de l'ordre de 260 milliards de dollars par an) [7]. L'essentiel de l'aide a été fourni sous forme de dons destinés à acheter des produits américains, mais trente millions de dollars ont aussi été consacrés à une assistance technique et scientifique [8]. Des milliers d'experts américains ont été envoyés en Europe et des milliers

mental Committee on Scientific and Cultural Cooperation. Jusqu'en 1950, il jouera un rôle important dans la politique de collaboration technique et scientifique que les Etats-Unis mèneront avec d'autres pays.

4 Le Produit Intérieur Brut (PIB) est la somme des prix de tous les services (les assurances, l'enseignement, le transport...) et produits finaux (les voitures, le pain...) vendus dans un pays durant un année (les produits finaux sont ceux qui sont vendus au client final ; par exemple, le pain est pris en compte dans le calcul du PIB mais pas la farine utilisée pour le fabriquer).

d'Européens ont visité les Etats-Unis pour y étudier les méthodes de production industrielle et agricole.

Dès 1947, il était clair que par manque de moyens les Etats-Unis devraient limiter leurs programmes d'aide ultérieurs à de l'assistance technique et scientifique, comme le montre cette déclaration d'un responsable du Département d'Etat, O. H. Deming [9] : « *Les Etats-Unis sont engagés comme jamais auparavant dans une action de vente de la démocratie à l'étranger [...]. Les Etats-Unis ne peuvent pas indéfiniment soutenir la démocratie partout dans le monde avec de l'argent ou du matériel, mais ils peuvent, à un coût relativement faible, continuer de financer et de transférer dans les esprits et les mains d'autres personnes les connaissances et les savoir-faire spéciaux nécessaires pour que ces personnes établissent une économie prospère dans une société libre.* » L'équipe en charge de la rédaction du discours d'investiture de H. Truman a repris ces arguments, presque mot pour mot, pour expliquer comment les Etats-Unis pouvaient aider les pays pauvres à se développer et, en conséquence, à s'écarter du communisme.

L'expertise technique et scientifique au service du leadership

En 1945, les Etats-Unis étaient de très loin la plus grande puissance économique et militaire de la planète. Ils avaient des troupes sur tous les continents et fournissaient une aide matérielle et financière à de nombreux pays. Cette suprématie les avait placés au cœur des relations internationales, bien qu'ils n'y soient pas vraiment préparés comme l'indique cet extrait d'un article écrit par un fonctionnaire du Département d'Etat de l'époque, Louis J. Halle [10] : « *les Hommes du Département d'Etat devaient régler les problèmes les plus compliqués qu'ils aient connus. Ils n'avaient pas de politique étrangère pour les guider. La position traditionnelle de non-implication dans les politiques des autres continents était en ruine. La politique de collaboration avec Moscou ne fonctionnerait bientôt plus, et l'effort pour la maintenir semblait échouer. La Chine devenait hostile [...]. A cette époque, on parlait beaucoup de la nécessité d'établir une réflexion et une planification de long terme, et à cette fin les hommes du Département d'Etat tentaient de s'organiser. Mais ils n'avaient aucune philosophie, aucune théorie, aucun recueil de principes applicables sur lesquels s'appuyer. Leurs efforts de planification s'embourbaient généralement dans des questions d'actualité, telles que : que faire avec le câble italien sous l'océan Atlantique ?* »

La notion de développement avancée par H. Truman dans son discours d'investiture visait à aider les Etats-Unis à structurer une action internationale qui leur donnerait un rôle politique et économique majeur en temps de paix. Pour acquérir ce rôle, il fallait d'abord en finir avec le colonialisme qui procurait un avantage considérable aux pays européens. Le processus de décolonisation avait été engagé dès la fin de la seconde guerre mondiale, il fut maintenu sous la pression des Etats-Unis et quasiment achevé vingt ans plus tard. Il fallait aussi proposer aux pays nouvellement indépendants un objectif commun qui ne pouvait être atteint que sous le leadership américain. Le développement était un objectif qui convenait parfaitement car il s'appuyait en grande partie sur l'expertise technique et scientifique qui était l'un des atouts majeurs des Etats-Unis à l'époque. En acceptant de s'engager sur la voie du développement, les pays pauvres ont donné aux Etats-Unis un leadership économique et politique qu'ils détiennent encore en partie.

Les experts américains ont ainsi eu une influence majeure dans l'économie mondiale de l'après-guerre, notamment au travers de l'innovation technologique dans les domaines informatique, nucléaire, aéronautique, spatial, etc. Ils ont aussi beaucoup contribué aux relations internationales des Etats-Unis au travers d'actions de formation, de conseil ou de coopération. Leur rôle a été analysé dans un article de l'historien américain Clark A. Miller, dont voici un extrait [6] : *« Les années juste après la seconde guerre mondiale ont apporté une transformation géopolitique et organisationnelle de l'ordre mondial [...]. La science et la technologie ont beaucoup contribué à cette transformation. Une partie de leur influence résultait de leur utilisation comme instruments de sécurité nationale. La bombe atomique, puis les missiles balistiques, ont fondamentalement modifié les rapports de force entre les nations. Ce qui est moins bien connu, c'est à quel point la transformation de l'ordre mondial de l'après-guerre résultait aussi d'une contribution de la science et de la technologie à un changement profond dans la pratique et la conduite de la diplomatie ainsi que dans l'organisation de l'Etat pour traiter les affaires internationales. Ce changement résultait de la présence sans cesse croissante d'experts scientifiques et techniques dans les affaires diplomatiques. Sur des questions allant de la limitation des armements et de la stabilisation des marchés financiers, à la santé publique et à la navigation aérienne, ils ont prêté leur expertise aux affaires quotidiennes de la politique étrangère de l'après-guerre, complétant, et parfois même remplaçant, des diplomates. En particulier, dans les agences spécialisées des Nations unies⁵ et dans les programmes d'assistance*

5 Par exemple l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (*Food and Agriculture Organization of the United Nations* : FAO), l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture

technique et économique, des scientifiques, des ingénieurs, des économistes, des agronomes, et d'autres experts sont devenus des acteurs de première ligne dans les négociations ainsi que dans la création et la gestion des nouvelles institutions et des programmes de politique. »

Un discours bien construit pour une nouvelle conception du monde

Le plan d'aide aux pays pauvres proposé par le président Truman s'inscrivait donc dans un contexte de lutte contre le communisme et de recherche de suprématie par les Etats-Unis. Pour le présenter de façon compréhensible et mobilisatrice, une nouvelle conception du monde a été imaginée par l'équipe en charge de préparer le discours. Cette conception reposait sur l'existence de deux types de pays : les pays "développés", qui grâce à un système économique basé sur la production, la consommation et le commerce avaient réussi à atteindre un haut niveau de vie ; et les pays "sous-développés" qui n'étaient pas parvenus à mettre en place un tel système et où les conditions de vie étaient difficiles. L'aide des Etats-Unis et de leurs alliés avait pour but de permettre aux pays sous-développés de produire, consommer et commercer afin de se développer et progressivement combler leur retard par rapport aux pays riches. Elle devait être apportée par les gouvernements et le secteur privé, essentiellement sous la forme d'assistance technique et scientifique, et d'investissements. Voici comment ce plan a été présenté dans le Point IV [11] : *« Quatrièmement, il nous faut lancer un nouveau programme audacieux qui mette les avantages de notre avance scientifique et de notre progrès industriel au service de l'amélioration et de la croissance des régions sous-développées. Plus de la moitié de la population du monde vit dans des conditions voisines de la misère. Ces personnes ont une nourriture insatisfaisante. Elles sont victimes de maladies. Leur vie économique est primitive et stationnaire. Leur pauvreté constitue un handicap et une menace, tant pour elles que pour les régions plus prospères. Pour la première fois dans l'histoire, l'humanité détient les connaissances et le savoir-faire capables de soulager la souffrance de ces personnes.*

Les Etats-Unis occupent parmi les nations une place prééminente dans le développement des techniques industrielles et scientifiques. Les ressources matérielles que nous pouvons nous permettre d'utiliser pour l'assistance à

(United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization : UNESCO), l'Organisation de l'aviation civile internationale (International Civil Aviation Organization : ICAO), l'Organisation mondiale de la santé (World Health Organization : WHO), etc.

d'autres peuples sont limitées. Mais nos ressources immatérielles en connaissances techniques ne cessent de croître et sont inépuisables.

Je crois que nous devrions mettre à la disposition des peuples pacifiques les avantages de notre réserve de connaissances techniques afin de les aider à réaliser la vie meilleure à laquelle ils aspirent. Et, en collaboration avec d'autres nations, nous devrions encourager l'investissement de capitaux dans les régions où le développement fait défaut.

Notre but devrait être d'aider les peuples libres du monde à produire, par leurs propres efforts, plus de nourriture, plus de vêtements, plus de matériaux de construction, plus d'énergie mécanique afin d'alléger leurs fardeaux.

Nous invitons d'autres pays à mettre en commun leurs ressources technologiques dans cette opération. Leurs contributions seront accueillies chaleureusement. Cela doit constituer une entreprise collective à laquelle toutes les nations collaborent à travers les Nations unies et ses institutions spécialisées pour autant que cela soit réalisable. Il doit s'agir d'un effort mondial pour atteindre la paix, l'abondance et la liberté.

Avec la collaboration des milieux d'affaires, du capital privé, de l'agriculture et du monde du travail de ce pays, ce programme peut fortement accroître l'activité industrielle des autres nations et élever substantiellement leur niveau de vie [...].

L'ancien impérialisme, l'exploitation au service du profit étranger, n'a rien à voir avec nos intentions. Ce que nous envisageons, c'est un programme de développement fondé sur les concepts d'une négociation équitable et démocratique.

Tous les pays, y compris le nôtre, profiteront largement d'un programme constructif qui permettra de mieux utiliser les ressources humaines et naturelles du monde. L'expérience montre que notre commerce avec les autres pays s'accroît au fur et à mesure qu'ils progressent dans les domaines industriels et économiques. Une plus grande production est la clé de la prospérité et de la paix. Et la clé pour une plus grande production est une plus large et plus vigoureuse application des connaissances scientifiques et techniques modernes [...]. En temps voulu, quand notre stabilité deviendra évidente, quand de plus en plus de nations commenceront à connaître les bienfaits de la démocratie et à profiter de l'abondance croissante, je crois que ces nations qui s'opposent à nous abandonneront leurs illusions et rejoindront les nations libres du monde. »

Le Point IV est habilement construit, Gilbert Rist l'analyse comme un nouvel évangile [12] : « *L'intérêt du Point IV tient aussi à la manière dont il est structuré. Il peut se décomposer en quatre parties d'inégales longueurs. La première rappelle la situation désespérée dans laquelle vit "plus de la moitié des personnes de ce monde", soumise à l'horreur de la faim et de la misère. Puis, à ceux qui sont ainsi perdus dans une situation apparemment sans espoir, on annonce une bonne nouvelle : "pour la première fois de l'histoire", quelque chose a changé qui permet de transformer leur vie ; grâce à cette nouveauté inouïe, le bonheur est à portée de main. A condition toutefois de mobiliser les énergies, de produire plus, d'investir, de se mettre au travail, d'intensifier les échanges. Alors enfin, si l'on saisit cette chance, si l'on consent aux efforts demandés, alors s'ouvrira une ère de bonheur, de paix et de prospérité dont tous profiteront. Un évangéliste américain ne dirait pas autre chose. A ceux qui sont livrés au péché et à la mort, Jésus-Christ annonce le salut, pour autant qu'ils se conforment aux exigences de la foi car c'est ainsi qu'ils pourront parvenir à la vie éternelle et jouir de la félicité promise aux élus. Le discours du président Truman était destiné d'abord à ses compatriotes qui ne pouvaient être insensibles à cette manière de présenter l'histoire du monde ; elle était en effet d'autant plus vraisemblable qu'elle correspondait, sur le mode profane, à la vérité proclamée par l'Eglise [...]. Du même coup, l'interrogation sur le "développement" deviendra impossible. Certes, il sera loisible de débattre de ses modalités, des moyens d' "accélérer la croissance" ou d'en répartir les effets de manière plus équitable, mais le caractère transitif du "développement" c'est-à-dire l'intervention qu'il représente dans les affaires internes d'une nation ne sera pas mis en cause : on ne s'attaque pas à une croyance qui détermine un programme visant au bonheur universel, on ne parle pas de ce qui va de soi, tout au plus peut-on chercher à l'améliorer. »*

Dans le Point IV, H. Truman utilise le terme développement pour exprimer successivement l'amélioration des conditions de vie, la croissance économique, l'amélioration des techniques industrielles et scientifiques, et l'accroissement de l'activité industrielle. Le terme développement est depuis resté dans l'ambiguïté et a fait l'objet de nombreuses interprétations. La définition aujourd'hui la mieux acceptée est probablement la suivante : un pays qui se développe est un pays qui subit des transformations industrielles, sociales, culturelles et politiques qui induisent de la croissance économique et du progrès social (amélioration du bien-être, de la santé, de l'éducation, etc.). Comme déjà mentionné, le développement est très souvent mesuré uniquement en terme de croissance économique, à l'aide du PIB. Pour être précis, il faut dans ce cas utiliser l'expression "développement économique" ; nous le faisons dans la suite de l'ouvrage.

Comme H. Truman, certains auteurs réservent implicitement l'utilisation du terme développement aux pays sous-développés ; le développement étant le moyen de combler leur retard par rapport aux pays riches. Mais l'usage du terme est aussi très souvent généralisé à tous les pays, pour exprimer leur croissance économique et leur progrès social. Il est à noter que l'expression "pays sous-développés" a rapidement été remplacée par celle de "pays en développement", jugée moins péjorative.

Le rôle du hasard

Le Point IV n'est pas uniquement le fruit de courants de pensée dominants et du talent de l'équipe en charge de préparer le discours, il résulte aussi du hasard, comme le raconte un témoin, L. Halle [10]: « *En 1948 le Gouvernement menait depuis quelques années des programmes d'assistance technique en Amérique latine, et seulement là. Il paraissait raisonnable que cette nouvelle façon de mener des relations internationales puisse être aussi utile ailleurs dans le monde, et je me rappelle en particulier un évènement, un soir à la fin d'une journée de travail, quand le directeur adjoint des Affaires des Républiques américaines et moi discussions de façon informelle de cette possibilité.*

Puis, en novembre 1948, un message de routine de l'assistant en charge de l'écriture des discours du Président à la Maison-Blanche demanda au Département d'envoyer, en temps utile, toutes ses propositions pour le contenu de l'allocution inaugurale que le Président devait faire en janvier. Suivant les procédures établies en cette matière, le directeur du bureau des Affaires publiques monta une réunion avec les divisions intéressées, à laquelle mon ami le directeur adjoint assista pour représenter les Affaires des Républiques américaines. Un certain monsieur Ben Hardy, un bloc-note sur les genoux, nota les différentes propositions au fur et à mesure qu'elles étaient acceptées durant la réunion. La première proposition acceptée fut une déclaration de soutien aux Nations unies ; la seconde fut une assurance que le Programme de redressement européen serait poursuivi ; la troisième l'annonce de l'intention d'organiser une défense commune avec les nations libres de la zone atlantique. Une autre ?

Il y eut une pause pendant laquelle chacun réfléchissait. Le directeur adjoint, se rappelant notre conversation d'un soir, rompit le silence en demandant : que pensez-vous d'une assistance technique aux pays sous-développés (le terme "sous-développé" n'avait pas encore été inventé), comme nous avons fait en Amérique latine ? C'est une bonne idée, dit le

directeur des Affaires publiques. Note-la, Ben. Ainsi le "Point IV" fut décidé sans autre discussion, et la réunion s'acheva.

Quand les quatre points proposés pour l'allocution du Président montèrent au travers de la "machine à approuver" du Département, le quatrième fut abandonné. Ici, je n'ai pas les détails, mais je n'ai aucune difficulté à imaginer. Tout responsable se devait de demander quelles idées et analyses devaient entrer dans la proposition d'un programme visant à fournir une assistance technique à des pays aux quatre coins du monde. Quels pays spécifiquement ? Quels types d'assistance technique spécifiquement ? A quelle échelle ? Combien cela coûterait-il ? Jusqu'à ce que de premières réponses à ces questions soient au moins disponibles, jusqu'à ce que la faisabilité d'un tel programme soit au moins établie, il serait irresponsable de le faire annoncer par le Président. Donc, les trois premiers points, sans le quatrième, furent envoyés à la Maison-Blanche.

Quelques jours plus tard, le directeur des Affaires publiques reçut un appel téléphonique de l'assistant du Président, qui se plaignait que les trois points, bien qu'étant OK en eux-mêmes, n'étaient que des "propositions à l'emporte-pièce" (argot gouvernemental pour parler des clichés qui sont systématiquement utilisés dans les discours). Je pense dit-il, que le Président aimerait avoir quelque chose dans ce discours qui soit un peu original. A ce point, sans le temps nécessaire à la réflexion, le directeur des Affaires publiques se trouva sur le bord de son propre Rubicon. Il prit une profonde aspiration, et le franchit. Il y avait un quatrième point, dit-il, mais il a été rejeté. C'était quoi ? Le directeur expliqua.

C'est super, dit la voix de la Maison-Blanche, et le "Point IV" revint. Si quelqu'un a enrichi le sujet entre ce moment et l'allocution le 20 janvier, je n'en trouve pas trace. L'expression "Point IV" était un truc de relations publiques proposé par un professionnel de l'écriture de discours pour donner plus de vie à l'allocution.

Quand les journaux la mirent en scène sur leur première page le matin du 21 janvier, la Maison-Blanche et le Département d'Etat furent complètement pris par surprise. Personne, ni le Président, ni le secrétaire d'Etat, ni l'assistant du Président, ni le directeur des Affaires publiques, ne savaient rien de plus sur le "Point IV" que ce qu'ils pouvaient lire par eux-mêmes dans le maigre et assez rhétorique texte du discours. Personne ne pouvait répondre aux questions pressantes des journalistes, des députés concernés par les budgets, des diplomates étrangers. Ce fut seulement à ce moment, après que l'allocution d'investiture fut faite et que le "nouveau programme audacieux" eut été acclamé partout dans le monde, que la machinerie fut

mise en place au gouvernement pour examiner les possibilités d'un tel programme et pour faire des plans. Le démarrage d'un vrai programme ne se produirait que vingt et un mois plus tard, vingt et un mois d'intense confusion dans laquelle les carrières de gens bien furent détruites et les ulcères proliférèrent. »

L'après-discours

Des débuts difficiles

Comme l'explique l'extrait précédent, la transcription dans les faits du Point IV fut difficile, car ni l'administration américaine ni les milieux d'affaires ne savaient comment faire pour aider ou inciter les pays pauvres à s'engager sur la voie du développement. La vision du monde et la notion de développement présentées par H. Truman n'ont commencé à s'imposer qu'environ deux ans après le discours. Elles ont en particulier suscité beaucoup d'espoir chez les dirigeants des pays pauvres pour au moins deux raisons : 1) elles supposaient qu'avec une politique de croissance économique, l'apport du commerce international et l'aide des pays riches, les pays pauvres pourraient rapidement combler leur retard ; 2) elles écartaient les notions de "pays dominants" et de "pays dominés" liées au colonialisme, tous les pays devenaient égaux mais certains étaient en retard par rapport à d'autres. Dans un discours à Washington en 1956, Jawaharlal Nehru, Premier ministre indien, déclarait par exemple [13] : *« Nous sommes maintenant engagés dans un colossal et passionnant travail visant à assurer un développement économique rapide et à grande échelle de notre pays. Un tel développement, dans un pays ancien et sous-développé tel que l'Inde, n'est possible qu'avec une planification délibérée. Fidèles à nos principes démocratiques et à nos traditions, nous cherchons l'enthousiasme ainsi que la coopération volontaire et active de notre peuple par la discussion libre, la consultation et la mise en œuvre. Nous avons terminé notre premier plan quinquennal il y a 8 mois, et maintenant nous commençons sur une base plus ambitieuse notre deuxième plan quinquennal, qui cherche un développement planifié dans l'agriculture et l'industrie, les villes et la campagne, et entre les productions des grandes industries, des petites entreprises et des fermes. Je parle de l'Inde parce que c'est mon pays et que j'ai quelque droit de parler pour lui. Mais beaucoup d'autres pays en Asie expriment la même chose, car l'Asie aujourd'hui réémerge, et ces pays qui sont restés longtemps sous le joug étranger ont regagné leur indépendance et sont mus vers de nouveaux idéaux par de nouvelles énergie et volonté. Pour eux, comme pour nous, l'indépendance est aussi essentielle que le souffle pour maintenir la vie, et le colonialisme, sous toutes ses formes, et n'importe où, est odieux. »*

La notion de développement avancée par H. Truman avait cependant l'inconvénient d'imposer implicitement à une grande partie du monde le leadership économique et politique des Etats-Unis. Ce leadership était approuvé par les dirigeants de nombreux pays, mais sans certitude que les populations l'acceptent sur le long terme. La notion avait également le désavantage de ne proposer aux pays pauvres qu'une seule solution pour améliorer leur condition : le modèle des pays riches. L'origine de la pauvreté n'était pas prise en compte et le remède était donc identique pour tous sans vérifier s'il était compatible avec l'histoire, la culture, les traditions politiques, le niveau de formation de la population, etc. De même, personne ne s'interrogeait sur la capacité de la planète à fournir les ressources nécessaires ou à absorber les déchets qui seraient produits.

En 1951, des experts des Nations unies ont publié un premier inventaire des besoins des pays pauvres pour se développer et ont recommandé aux pays industrialisés de consacrer environ 2,5 % de leur PIB à l'aide au développement [14]. En 1968, l'objectif a été réduit à 1 % du PIB au cours d'une conférence des Nations unies sur le commerce et le développement. La même année, la Banque mondiale faisait appel à Lester Bowles Pearson, ancien Premier ministre du Canada, pour diriger une commission sur l'étude du développement international. La commission a remis un rapport en 1969, appelé le Rapport Pearson, dans lequel elle recommandait que l'aide publique soit d'au moins de 0,7 % du PIB, valeur maintenant officiellement retenue. Au cours d'une interview accordée à Radio Canada en 1969, Sylvain Laurier, l'un des membres de la commission, a précisé la signification de cette valeur : *« nous confirmons l'importance du 1 % du PIB sous la forme de toutes sortes d'aides, y compris du secteur privé, [...] Le 1 % demeure mais est beaucoup plus large dans sa conception car il embrasse le secteur public et le secteur privé, alors que le 0,7 % ne concerne que le secteur public, c'est-à-dire l'aide d'Etat à Etat. »*

Evaluation du niveau de développement

Le niveau de développement économique d'un pays est en général caractérisé par son PIB ; le PIB par habitant (c'est-à-dire, le PIB divisé par le nombre d'habitants) est utilisé pour estimer les retombées au niveau des individus. A titre d'exemple, le Tableau I indique les 20 pays ayant les PIB par habitant les plus élevés et les plus faibles ; les écarts sont considérables.

Pour caractériser le niveau de développement en intégrant les aspects économiques et sociaux (on parle alors de développement humain), l'ONU recommande depuis 1990 d'utiliser l'"indice de développement humain"

(IDH), qui se calcule à partir d'une formule prenant en compte 3 paramètres : l'espérance de vie, le taux d'alphabétisation et le PIB par habitant. Ces paramètres donnent une vision relativement complète de la société : l'espérance de vie informe sur la satisfaction des besoins élémentaires, l'accès aux soins, l'hygiène, etc. ; le taux d'alphabétisation traduit l'implication des citoyens dans la société, le travail des enfants, le taux de natalité, etc. ; le PIB par habitant renseigne sur le niveau de vie matériel. La formule de l'IDH a été établie de façon à ce que l'indice varie entre 0 et 1, et soit suffisamment sensible pour différencier les pays : plus l'IDH se rapproche de 1, plus le niveau de développement humain du pays est élevé. L'ONU classe les pays en trois groupes :

- pays à développement humain élevé : $IDH \geq 0,8$ (53 pays en 2004) ;
- pays à développement humain moyen : $0,5 \leq IDH < 0,8$ (84 pays en 2004) ;
- pays à faible développement humain : $IDH < 0,5$.

Le Tableau II indique les 20 pays ayant les IDH les plus élevés et les plus faibles en 2005.

Il y a de nombreuses objections à utiliser le PIB/hab dans le calcul de l'IDH. En particulier, le PIB/hab ne renseigne que sur un niveau de vie matériel moyen, qui peut être très différent de celui d'une grande partie de la population. De plus, le calcul du PIB englobe des biens et services ayant trait à des événements à impacts sociaux négatifs. Par exemple, les travaux de reconstruction du *World Trade Center* à New York, faisant suite aux attentats du 11 septembre 2001, ou de la Nouvelle-Orléans, après le passage du cyclone Katrina en août 2005 (environ 125 milliards de dollars [15]), ont contribué au PIB, donc au PIB/hab, des Etats-Unis.

Des principes non respectés

Le développement économique préconisé par H. Truman était-il la bonne solution pour aider les pays pauvres ? Nous ne le saurons probablement jamais car ses principes n'ont pas été respectés. Les pays riches n'ont en effet pas fourni l'aide promise aux pays pauvres : celle-ci n'a jamais dépassé 0,35 % de leur PIB total. Comme le soulignait, il y a quelques années, François Bourguignon, économiste en chef de la Banque mondiale : « *La situation est proprement catastrophique : en 2003, l'aide publique au développement n'a augmenté que de 6 milliards de dollars pour passer à 58 milliards. Or, la moitié de cette augmentation est affectée à l'allègement de la dette des pays pauvres et à couvrir les frais administratifs des organismes donateurs. Je suis démoralisé. Il faut que ça bouge !* » [16] Les Etats-Unis, le Japon, le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne sont en général les pays

qui fournissent l'aide la plus importante. Mais les seuls pays à atteindre l'objectif de 0,7 % de leur PIB sont le Danemark, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède.

Les pays riches n'ont guère été plus généreux avec le libre commerce des produits agricoles qui était l'un des moyens de développement de nombreux pays pauvres. Ils ont en effet mis en place des systèmes de soutien anticoncurrentiel (taxes à l'importation, subventions à la production, subventions à l'exportation, etc.) qui ferment leur marché aux producteurs des pays pauvres et qui font chuter les prix sur les autres marchés de ces producteurs. Selon le *Rapport mondial sur le développement humain de 2005* [17], « les pays développés dépensent aujourd'hui un peu plus d'un milliard de dollars par an en aides à l'agriculture dans les pays pauvres et un peu moins d'un milliard de dollars par jour en subventions à la surproduction chez eux. » Un exemple actuel, le coton : entre 1999 et 2003, les producteurs de coton américains ont reçu près de 3,5 milliards de dollars de subvention annuelle, qui leur ont permis de faire passer leur production de 18 % de la production mondiale en 1999 à plus de 30 % en 2005 [18, 19, 20]. Face à de telles aides, les producteurs africains ne peuvent être compétitifs. L'exportation du coton permettrait pourtant à des pays tels que le Bénin, le Burkina-Faso, le Mali et le Tchad de développer leur économie (la production de coton représente entre 5 et 10 % du PIB de ces pays ; en Afrique de l'Ouest, 10 à 11 millions de personnes dépendent de la culture du coton [18, 20]). Un autre exemple, le sucre : grâce aux subventions de la Commission européenne, les producteurs de sucre européens touchent quatre fois plus par kilo que le prix sur le marché mondial. Ceci induit un surplus de quatre millions de tonnes de sucre vendues à perte sur le marché mondial, faisant de l'Europe le second exportateur mondial de sucre. Cet excédent a provoqué la chute des prix mondiaux du sucre de près d'un tiers, induisant un manque à gagner d'environ 500 millions de dollars au Brésil, 150 millions de dollars à l'Afrique du Sud et 60 millions de dollars à la Thaïlande [21].

Tableau I : pays ayant les PIB par habitant (en parité de pouvoir d'achat*) les plus élevés et les plus faibles en 2006 (dollars). Données du Fonds monétaire international.

Les 20 pays ayant les PIB/hab. les plus élevés		Les 20 pays ayant les PIB/hab. les plus faibles	
Pays	PIB/hab. (dollars)	Pays	PIB/hab. (dollars)
Luxembourg	81 511	Burkina Faso	1 406
Irlande	44 676	Bénin	1 404
Norvège	44 648	Kenya	1 357
Etats-Unis	43 223	Afghanistan	1 348
Islande	40 112	Mali	1 308
Hong Kong (Chine)	38 714	Nigeria	1 227
Suisse	38 706	Rép. centrafricaine	1 210
Pays-Bas	36 937	Ethiopie	1 123
Danemark	36 920	Zambie	1 088
Qatar	36 632	Erythrée	996
Autriche	36 368	Yémen	984
Finlande	35 559	Niger	963
Canada	35 514	Madagascar	954
Royaume-Uni	35 486	Sierra Leone	893
Belgique	34 749	Rép. démo. du Congo	842
Suède	34 735	Tanzanie	806
Émirats arabes unis	34 109	Guinée-Bissau	763
Singapour	33 471	Malawi	707
Australie	33 037	Burundi	677
Grèce	33 004	Liberia	17

* Les PIB sont habituellement donnés en dollars. Le taux utilisé pour convertir la devise de chaque pays en dollar peut être le taux officiel (on parle alors de PIB nominal) ou un taux qui prend en compte la différence de pouvoir d'achat entre le pays et les Etats-Unis (on parle alors de PIB à parité de pouvoir d'achat). Par exemple, si une soupe de nouilles servie pour 40 yuans dans une échoppe pékinoise vaut 4 dollars à New York, le taux de change à parité de pouvoir d'achat est de 10 yuans pour un dollar. En fait, plus de 800 produits sont utilisés dans un programme de comparaison internationale coordonné par la Banque mondiale pour déterminer les taux de change à parité de pouvoir d'achat [22]. La différence entre les deux PIB est surtout importante pour les pays en développement. Ainsi, avec le PIB nominal la Chine est la quatrième puissance mondiale (2644 milliards de dollars en 2006), alors qu'avec le PIB à parité de pouvoir d'achat elle est la 2^{ème} puissance mondiale (11 606 milliards de dollars en 2006) derrière les Etats-Unis.

Tableau II : pays ayant les indices de développement humain (IDH) les plus élevés et les plus faibles en 2005. Données du Programme des Nations unies pour le développement [21].

Les 20 pays ayant les IDH les plus élevés		Les 20 pays ayant les IDH les plus faibles	
Pays	IDH	Pays	IDH
Norvège	0,965	Rwanda	0,450
Islande	0,960	Nigeria	0,448
Australie	0,957	Guinée	0,445
Irlande	0,956	Angola	0,439
Suède	0,951	République unie de Tanzanie	0,430
Canada	0,950	Bénin	0,428
Japon	0,949	Côte d'Ivoire	0,421
Etats-Unis	0,948	Zambie	0,407
Suisse	0,947	Malawi	0,400
Pays-Bas	0,947	République dém. du Congo	0,391
Finlande	0,947	Mozambique	0,390
Luxembourg	0,945	Burundi	0,384
Belgique	0,945	Ethiopie	0,371
Autriche	0,944	Tchad	0,368
Danemark	0,943	République centrafricaine	0,353
France	0,942	Guinée-Bissau	0,349
Italie	0,940	Burkina Faso	0,342
Royaume-Uni	0,940	Mali	0,338
Espagne	0,938	Sierra Leone	0,335
Nouvelle-Zélande	0,936	Niger	0,311

De leur côté, certains pays pauvres ont aussi une part de responsabilité dans les faibles progrès réalisés dans la lutte contre la pauvreté. Ils ne sont pas parvenus à éliminer la corruption de leurs administrations ou se sont enfoncés dans des guerres civiles ou ethniques. Une partie de l'aide reçue a ainsi été dilapidée, et surtout les forces vives de ces pays n'ont pu être mobilisées. Selon Jeffrey Sachs, directeur du *Earth Institute* aux Etats-Unis, indépendamment de ces problèmes, certains pays sont pénalisés par la géographie ; il a explicité ce point à Athènes en 2005 : « *En général, les premiers pays qui ont comblé rapidement leur retard sur les pays riches réussissaient à importer de la technologie et à progresser économiquement en s'accrochant à l'économie mondiale. La Chine a commencé ce processus dès 1978, l'Inde ne l'a vraiment commencé que dans les années 80 et au début des années 90, alors que la Corée, Taiwan, la Malaisie, l'Indonésie, Singapour, et Hong-Kong le commençaient dès les années 50 [...]. Finalement, en vertu de la géographie, quelques endroits dans le monde n'ont pas du tout rejoint le processus, non par manque de volonté ou d'effort, mais*

parce qu'ils sont situés dans l'environnement le plus rude, le plus marginal du monde. La mondialisation est une force très puissante, de sorte que si un pays participe à l'économie mondiale, il est tiré par la croissance globale, excepté s'il est tellement isolé qu'aucune force du marché ne peut l'atteindre. Ces endroits sont souvent montagneux et sans accès à la mer, comme les Andes ou l'Himalaya. La mondialisation n'est pas une force puissante dans des pays tels que le Népal, la Mongolie, l'Afghanistan, ou le Tadjikistan, ni au Tchad, au Mali, au Niger, au Rwanda, au Burundi, et au Malawi. Ce que j'ai compris en plus de 25 ans de travail et n'ai vraiment assimilé qu'après avoir travaillé dans plus de cent pays, est que la facilité avec laquelle l'économie d'un pays se développe est fixée par l'endroit où il se trouve sur le globe, et que c'est difficile à imaginer pour la plupart d'entre nous. Il y a des personnes qui portent le fardeau de l'isolement géographique, des conditions défavorables à l'agriculture, des sécheresses fréquentes et des maladies graves. Une grande partie de l'Afrique affronte ces conditions. Par conséquent, selon moi, la pauvreté extrême de l'Afrique n'est pas essentiellement due à de mauvais leaders africains, ce que beaucoup dans le monde riche croient, et n'est pas essentiellement due à l'exploitation par l'Occident, ce que beaucoup d'Africains croient. Elle est essentiellement due à des facteurs environnementaux tels que la sécheresse, l'isolement géographique, et la malaria. »

Des résultats décevants

Il serait injuste de nier que le développement prôné par H. Truman n'a pas eu d'effets positifs. Ils peuvent être mesurés par exemple par l'accroissement du revenu par habitant dans de nombreux pays asiatiques (Inde, Chine, Corée du Sud, etc.) ou par la disparition des grandes famines qui frappaient régulièrement l'Inde et la Chine. On les retrouve également dans la forte augmentation des taux d'alphabétisation [23], la planète devrait être complètement alphabétisée vers 2030⁶. L'alphabétisation a induit une réduction des taux de natalité qui devrait permettre à la population de la planète de se stabiliser aux environs de 10 milliards d'individus vers 2050. Par ailleurs, depuis le milieu des années 1970, presque toutes les régions ont progressivement vu s'accroître leur indice IDH (Figure 2), seule l'Afrique subsaharienne fait figure d'exception majeure, elle connaît une stagnation depuis 1990 à cause de problèmes économiques, mais surtout de l'impact du

6 Comme le fait remarquer Emmanuel Todd dans *Après l'empire* (éditions Folio), il aura donc fallu environ 5000 ans pour que l'écriture touche 100 % de l'humanité.

